

Manifeste contre l'extrême-droite

Enseignant·e·s-chercheur·se·s en Arts, Littératures et Langues de l'unité de recherche ECLLA, nous prenons la parole aujourd'hui pour dire notre inquiétude face à la conjoncture politique de montée de l'extrême droite en France, au lendemain des élections européennes et à la veille d'élections législatives anticipées, voulues par le président E. Macron.

Toutefois, cette droitisation extrême de la société française ne nous surprend pas : ces dernières années, la communauté universitaire a été confrontée aux accusations, telles celles d'islamo-gauchisme, de wokisme, de théorie du genre, de « culture de l'excuse »... et a sans cesse réaffirmé ses libertés académiques de recherche et d'enseignement. Chacune et chacun d'entre nous a revendiqué dans un même temps la liberté de parole, de pensée, de débats, de consensus et de dissensus.

Instruit·e·s par les expériences de nos collègues universitaires turc·que·s, brésilien·ne·s, argentin·e·s notamment, qui ont vécu les effets de l'arrivée d'un gouvernement d'extrême droite au pouvoir dans leur université, nous savons qu'il est possible que, demain, on prétende nous empêcher d'exercer nos métiers librement et dans les directions que nous dictent nos choix éthiques et républicains. Déjà, les orientations de nos tutelles se sont récemment faites plus directives, avec parfois des budgets plus orientés, des choix de colloques, de séminaires et de conférences, plus restreints et même, dans certains cas, leurs interdictions par crainte de « troubles à l'ordre public » ou par pure censure se sont multipliées.

Face à cette perspective, nous réaffirmons notre attachement à et notre engagement pour l'existence d'un service public de l'enseignement et de la recherche ; l'existence d'une pluralité de revues et leur liberté éditoriale ; la nécessité de financer sans discrimination l'ensemble de la recherche et l'enseignement ainsi que notre solidarité à venir avec toutes celles et tous ceux de nos collègues et de nos étudiant·e·s qui pourraient être inquiété·e·s, fragilisé·e·s, attaqué·e·s, empêché·e·s, de manière explicite ou insidieuse.

Les inquiétudes d'aujourd'hui et l'espoir de voir néanmoins repousser la menace de l'extrême-droite au profit d'une orientation politique alternative, ne nous font pas oublier le contexte déjà déplorable dans lequel nous sommes, ni nos luttes récentes, et nous réaffirmons notre revendication de voir révisées ou abrogées des réformes et des lois qui ont considérablement dégradé nos métiers et nos pratiques ainsi que la vie de nos étudiant·e·s en piétinant méthodiquement les valeurs fondatrices de l'Université.

Pour que l'Université redevienne et demeure accessible à toutes et tous de manière inconditionnelle sur la base de leurs dossiers pédagogiques et non de leur couleur de peau, genre, nationalité, statut administratif, revenus ou orientation sexuelle, politique ou religieuse, nous appelons les responsables universitaires et les élu·e·s à résister à l'expression et à la mise en place de politiques injustes et de pratiques autoritaires qui menacent l'exercice de nos métiers et les fondements de nos disciplines.

Voté à l'unanimité en Conseil d'unité d'ECLLA le 26 juin 2024